

Algériens de l'étranger : Un lobby pour la diaspora kabyle au Canada

le 12.03.18 | 13h48



Le Congrès des Kabyles du Canada est la toute nouvelle et première structure qui devrait fédérer les Kabyles du Canada sous forme d'un lobby à l'image des autres communautés formant ce pays multiculturalistes.

L'annonce a été faite avant-hier, samedi, à Montréal par le comité provisoire du Congrès des Kabyles du Canada (CKC). Ce dernier présentait devant une assistance nombreuse son rapport sur la consultation entamée il y a une année auprès des membres de la diaspora kabyle lors de rencontres à Montréal, Québec et Ottawa-Gatineau ou à travers un questionnaire en ligne.

Les gens rencontrés par le comité étaient réceptifs et ont apprécié rencontrer « quelqu'un qui leur parlait, pas quelqu'un qui parlait en leur nom », a résumé Madjid Yesli, médecin exerçant à Laval au Nord de Montréal et qui fait partie de la douzaine de membre de ce comité.

« Le CKC ne travaille pas contre les associations et n'a pas l'intention de les remplacer. Il a comme ambition de créer la synergie pour constituer une communauté reconnue au Canada

et influence dans les sphères politiques, sociales et communautaires et aux différents niveaux de gouvernement, municipaux, provinciaux et fédéraux. En gros nous voulons constituer un vrai lobby», affirme Hocine Toulait, Conseiller à la promotion des langues officielles dans l'administration fédérale canadienne et porte-parole du comité provisoire.

C'est cette influence manquante à la communauté kabyle qui a été mise à nu il y a une année après l'attentat de la grande mosquée de Québec qui a coûté la vie à six personnes dont deux Algériens d'origine kabyle.

Le jour des funérailles, l'entourage d'une des deux victimes a été empêché d'inclure une oraison funèbre en kabyle, les familles ayant été mises à l'écart. Il est vrai que ces rajouts doivent être gérés en amont et s'appuient sur des relais qui ne s'improvisent pas pendant l'événement lui-même.

De cette claque est né ce besoin de lancer « un projet pour une union active fondée sur une vision et un modèle d'organisation modernes, capables d'agir et de s'adapter aux normes de fonctionnement de la société canadienne tout en gardant l'essence des valeurs ancestrales kabyles qui ont une portée universelle », affirment les initiateurs dans leur rapport.

Selon le porte-parole du CKC, la communauté gagnerait à passer de l'union réactive face à l'adversité à une union active.

« Devant l'adversité menaçante, les Kabyles s'organisent bien dans « l'union réactive ». Cette dernière a caractérisé toutes les actions de résistance ou de militance depuis le printemps amazigh de 1980 notamment », est-il expliqué on dans le même rapport.

Le CKC s'engage aussi à se tenir loin de la politique partisane et de la religion. Mais ceci ne l'empêchera pas de prendre position sur des enjeux quand il le faut.

« La Kabylie a brûlé l'an dernier et nous avons tous brûlé individuellement ici. Mais nous n'avons rien pu faire collectivement. C'est à ce type de fins qu'on veut être solidaire avec nos compatriotes qui se trouvent de l'autre côté de l'Atlantique. Mais nous ne voulons pas que ce qui se passe entre eux en terme d'enjeux politiques soient nos enjeux à nous [au Canada, NDLR] », ajoute Hocine Toulait, qui rêve de faire porter un jour le burnous kabyle à Justin Trudeau.

Pour lui les Sikhs du Canada sont un bon modèle d'influence politique au Canada. « Ils ont réussi à faire inviter dans la délégation de Trudeau en Inde un Sikh indépendantiste accusé

de tentative d'assassinat sur un ministre indien! [Justin Trudeau a effectué à la mi-février une visite en Inde, NDLR] ».

A un sympathisant du MAK présent dans l'assistance et il y en avait un bon nombre, Hocine Toulait a répondu « 'Nous ne voulons pas construire une nation kabyle au Canada, il y a déjà deux peuples fondateurs [Les Français et les Anglais, NDLR] ».

A noter que 104 000 Algériens vivent au Canada dont 37 000 sont d'origine kabyle, selon les chiffres d'un organisme d'Algériens au Canada, la Fondation Club Avenir, basés sur les résultats du recensement canadien de 2016.

Samir Ben

© El Watan